

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE - N° 204
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS - 3 Esc.
du 4 au 17 oct. 75

Les crimes de la bourgeoisie espagnole

Un an et demi après le martyre de Puig Antich, la jeunesse révolutionnaire espagnole paie un lourd tribut à la lutte contre l'oppression capitaliste. A côté des centaines et des centaines d'arrestations et de condamnations à des peines graves, le Moloch insatiable de l'Etat capitaliste vient d'arracher à la vie cinq nouvelles victimes.

Quel est le crime, vrai ou supposé, qui leur est reproché ? Ils sont accusés de s'être rebellés contre l'Etat et d'avoir porté les armes contre son instrument — armé jusqu'aux dents, lui — et son symbole le plus haï par les masses prolétariennes, la Guardia Civil ; et c'est pour cela qu'ils doivent rester dans la mémoire de tous les ouvriers. De plus, l'Etat de Madrid cherche par ces exécutions à terroriser un prolétariat qui mène grève sur grève et il tente de stopper ainsi une agitation sociale qui prend chaque jour plus d'ampleur.

*

La bourgeoisie espagnole a une longue tradition de répression anti-prolétarienne. Son Etat et sa Guardia Civil ont été éduqués de longue date dans la chasse aux ouvriers rebelles. Ils l'ont été à travers la république de gauche d'Azana (1931-33), qui riposta aux élans prolétariens avec le mot d'ordre : « ni blessés, ni prisonniers, tirez au ventre ! ». Ils l'ont été à travers la république de droite (1933-36) et la répression « exemplaire » des Asturies. Ils l'ont été à travers le front populaire phraseur, mais responsable de l'extermination des ouvriers révolutionnaires pour qui la lutte contre Franco signifiait la lutte contre le capitalisme. Ils l'ont été, enfin, à travers la violence sans phrase du franquisme qui a élevé la barbarie de l'Espagne « arriérée » à la hauteur d'un modèle pour les bourgeoisies « civilisées », c'est-à-dire pour la contre-révolution mondiale. Mise dans les conditions de la bourgeoisie espagnole, quelle bourgeoisie, aussi « avancée » et aussi démocratique soit-elle, a jamais hésité à agir — et aurait demain des scrupules à la faire —, peut-être dans des formes moins inélégantes, mais de

toute façon avec autant sinon plus d'énergie ?

Si l'assassinat des militants de l'ETA et du FRAP est considéré par les bien pensants comme un « défi à l'opinion internationale », qui mêle ses larmes de crocodile à l'eau bénite du Vatican et du Kremlin venant couvrir les poses rien moins qu'évangéliques de Washington, de Bonn ou de Paris, ce n'est pas parce qu'ils réprouvent la violence de l'Etat, impérative et « sacrée » pour sa « légitime défense », c'est-à-dire pour la défense de l'ordre établi. C'est parce que le carcan franquiste de la dictature bourgeoise, adapté hier pour se venger de la peur causée au monde entier par un prolétariat encore capable d'un généreux coup de bélier dans le mur hélas devenu compact de la contre-révolution stalinienne, a désormais joué son rôle, qu'aujourd'hui la peur d'une future reprise de classe exige, pour être contenue, que soit allié à la rigidité de l'Etat la souplesse de la démocratie.

Et quelle démocratie ? Celle de Carrillo et de Serer, celle qui hier livrait pieds et poings liés le valeureux prolétariat espagnol aux mercenaires de l'« oligarchie » et de la réaction internationale, et qui aujourd'hui attend d'elles l'autorisation de reprendre du service, sous le signe maudit de la « réconciliation nationale » entre exploités et exploités, égorgeurs et égorvés !

*

Le « défi » des fusillades de Burgos et de Barcelone est un défi à la classe ouvrière internationale. Qu'il devienne un appel à une solidarité prolétarienne déterminée à ne pas se laisser détourner de son chemin par les sirènes mensongères du libéralisme, résolue à ne pas s'en remettre à la démocratie et aux constitutions bourgeoises pour

une défense dont elle ne peut trouver la force que dans elle-même !

C'est à cette condition que le martyre sanglant des militants exécutés à Burgos et à Barcelone — et de tous ceux qui attendent une véritable rescousse de classe dans les prisons où les enferme la bourgeoisie espagnole — ne sera pas vain, et que la classe

DANS CE NUMERO

- Vous voulez la démocratie ? Alors gardez Wall Street !
- Portugal : le test de la question coloniale (2)
- « Révolution Internationale » et ses amis : la légende d'une « gauche européenne »
- Solidarité avec les inculpés !
- Syndicats aux ordres
- Les cheminots italiens : une lutte difficile et exemplaire.

ouvrière internationale pourra desserrer un peu le garrot de la contre-révolution pour retrouver sa liberté de mouvement et marcher vers la révolution communiste, qui seule pourra en finir avec la barbarie des classes dirigeantes.

Portugal

Le test de la question coloniale (2)

Nous avons montré précédemment la position des maoïstes devant la politique coloniale de l'Etat portugais. Nous examinerons cette fois celle de la L.C.I. (Liga Comunista Internacionalista, organisation sympathisante de la IV^e Internationale) ; et nous le ferons non pas tant pour l'importance, au demeurant très réduite de cette organisation dans l'extrême gauche portugaise, mais surtout pour voir ce que valent réellement les positions du courant international dont elle se réclame, avec toutes les nuances qu'il convient d'apporter au mot centralisme pour la IV^e de Mandel, Frank et Maitan.

Il faut se rappeler que la pierre de touche dans la question coloniale, pour un mouvement prolétarien dans le pays oppresseur, c'est l'attitude vis-à-vis de son propre Etat. Essayons de voir quelle place tient l'Etat portugais dans la vision que se fait la LCI du fameux « processus de décolonisation ».

On peut lire dans le n° 6 du 28-11-74 de *Luta proletaria* que les accords de Lusaka sont « le résultat de plusieurs années de lutte armée dirigée par le FRELIMO [et] dans cette mesure, une victoire des travailleurs mozambicains ». C'est là qu'est toute l'ambiguïté. Il est vrai que l'indépendance politique du Mozambique est un fait hautement positif. Mais les accords de Lusaka ? C'est autre chose. C'est un peu comme si, toutes proportions gardées, on avait présenté hier la paix de Brest-Litovsk comme une victoire bolchevique et le « résultat » de la lutte contre la guerre impérialiste, en oubliant les énormes concessions que le jeune Etat prolétarien dut faire à l'impérialisme allemand. Et il ne suffit pas de dire que la bourgeoisie portugaise

« a réussi dans une certaine mesure à imposer... une certaine [?!] défense de ses intérêts », comme ajoute *Luta Proletaria*, car l'important, pour l'éducation internationaliste de la classe ouvrière au Portugal, est de montrer comment derrière les flon-flons du « processus de décolonisation », la bourgeoisie portugaise, grâce à ses manœuvres et à ses mensonges, tant envers le prolétariat portugais que les masses africaines, a pu tirer le meilleur parti de son malheur, a pu conserver des avantages substantiels au Mozambique, favoriser qu'à la tête du mouvement d'indépendance se portent les éléments les plus modérés susceptibles, une fois obtenue l'indépendance politique, de passer une véritable alliance avec elle, et surtout dissocier les mouvements des différentes colonies pour mettre toutes ses forces dans la balance angolaise où elle a des intérêts encore plus sérieux. C'est ainsi que les accords de Lusaka ne sont pas le simple « résultat » de la lutte armée. Ils sont le résultat d'une combinaison complexe de facteurs nationaux et internationaux, où il faut

faire rentrer bien sûr la lutte armée en Afrique, mais aussi le « processus de décolonisation » de l'impérialisme portugais, sa capacité de manœuvre due à l'isolement relatif de la lutte d'indépendance, au poids de l'opportunisme sur le prolétariat métropolitain, le soutien que lui apportent ses maîtres dans le réseau compliqué et contradictoire des vassalités et des rivalités impérialistes, etc...

Dans ces conditions, assimiler et réduire ces accords au simple résultat de la lutte armée, c'est, selon nous, sous-estimer la responsabilité de l'Etat portugais, et dialectiquement celle du prolétariat portugais, bref se donner bonne conscience au lieu de préparer une lutte qui est loin d'être terminée.

Pire. Si on confond le « processus de décolonisation » et la lutte des peuples coloniaux, il faut en conclure que les obstacles à cette lutte ne tiennent pas à la nature du « processus de décolonisation » mais à des écarts par rapport à lui, écarts

(Suite page 2)

REUNION DE LECTEURS A LILLE

Vendredi 10 octobre, 20 h 30, 27, rue Adolphe.

OCTOBRE 17

ET LA REVOLUTION SOCIALISTE FUTURE

PUBLICAÇÕES EM PORTUGUÊS

— Teses características do partido : bases de adesão (3 F).

— Lições das contra-revoluções (3 F).

— Os fundamentos do comunismo revolucionário (5 F).

● Estas publicações estão à venda nas principais livrarias de Lisboa, Porto e Coimbra.

● Pedidos a « Le Prolétaire ».

OS LEITORES E SIMPATIZANTES DE LINGUA PORTUGUESA PODEM ESCREVER-NOS EM PORTUGUÊS PARA:

« Le Prolétaire », 20, rue Jean-Bouton, 75012 PARIS

« Révolution Internationale » et ses amis

La légende d'une « gauche européenne »

Nous avons montré dans un précédent article que, sous le verbe « marxiste » de *Révolution Internationale* et de ses amis de la *Revue Internationale*, se cachait l'idéalisme foncier de l'école anarchiste. Une autre caractéristique de ce groupe et de ses amis tient à la façon dont il envisage ses rapports avec la Gauche communiste.

C'est avec le même aplomb théorique qui la fait se réclamer du marxisme, conçu il est vrai comme un « marxisme occidental » opposé au bolchévisme qui aurait trahi l'enseignement de Marx et Engels, que RI prétend mettre la Gauche « italienne » dans le panier de crabes d'une « gauche européenne » et nous opposer aux bolcheviks.

Bien entendu, à ses dires, tout n'est pas à retenir dans la Gauche « italienne », pas plus d'ailleurs que dans le KAPD, car ils ne représentaient que « des réactions prolétariennes à la contre-révolution » et s'il faut reconnaître leur « importance », on s'empresse d'ajouter qu'« il faut dépasser leur apport indispensable, mais limité » (couverture de RI du n° 1 à 14).

Avant d'aller plus loin, il est bon de mettre en évidence le mensonge éhonté selon lequel la naissance du KAPD aurait signifié une « réaction à la contre-révolution », à moins que l'on entende par contre-révolution la centralisation de la dictature dans les mains du Parti, la paix de Brest, la NEP, etc... Ne faut-il pas plutôt voir dans la création en 1920 d'une prétendue IV^e Internationale au moment où la III^e, la véritable, affrontait une dure bataille, une désertion de l'armée révolutionnaire ? Et cette révolution occidentale dont on se gargarise, ce fameux modèle à suivre, qu'a-t-elle donné justement en Occident ? Elle n'est même pas parvenue à se doter, en dépit des efforts des bolchéviks, de partis communistes dignes de ce nom — à l'exception près des pas faits dans ce sens en Italie —, car elle était embourbée dans le démocratisme, l'immédiatisme, l'autonomisme, l'anti-autoritarisme, le mépris aristocratique pour la violence « aveugle » et la peur de quitter le terrain du légalisme.

Mais, diront nos froids observateurs, remplis de fatalisme, « le prolétariat [n'était] pas mûr pour, en unifiant la lutte économique et la lutte politique, s'unifier lui-même et s'affirmer comme classe révolutionnaire » (RI n° 6). Ou alors, sans être effrayés par l'éclectisme, les mêmes qui nient le rôle positif du Parti dans l'unification de la classe, feront porter sans vergogne à l'Internationale la responsabilité de la tragédie du prolétariat allemand, attribuant ainsi au parti un rôle de la même intensité, mais de

signe contraire !

Ce qui devrait pourtant sembler curieux à des gens qui veulent mettre KAPD et Gauche dans le même sac, en opposant cette dernière aux bolchéviks, c'est précisément que la Gauche — même si elle a regretté les conditions de la scission de 1920 en Allemagne et si elle était vraiment désireuse d'influencer (tout comme les bolchéviks d'ailleurs) et d'aider les éléments, souvent sincères dans leur réaction antisocial-démocrate et anticentriste, qui suivraient les kaapédistes — s'est toujours trouvée d'accord avec le Centre de l'Internationale pour la critique des positions théoriques, politiques et tactiques du KAPD. Que l'on considère les thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne du II^e congrès (1). Que l'on se rappelle que la Gauche a approuvé les thèses tactiques du II^e Congrès, non parce qu'elle se serait « soumise » à la direction de l'IC, mais bien parce que ces thèses étaient la codification de pratiques et d'expériences révolutionnaires parallèles et communes — et même elle aurait souhaité sur quelques points plus de précision (2).

Quant à la fameuse divergence avec Lénine sur la question parlementaire, c'est par un abus grossier que l'on peut mettre notre abstentionnisme sur le compte d'un « marxisme occidental », comme plus tard notre refus du front unique compris comme un bloc entre partis, ou du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier », lancé sans dire explicitement qu'il ne saurait être conçu comme une situation intermédiaire entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, ou pire, sans exclure qu'il se traduise dans une formule de type parlementaire.

Une preuve du mensonge de l'assimilation de notre position à celle du « marxisme occidental » nous est même donnée par nos détracteurs. C'est ainsi que RI écrit dans son n° 10 : « contrairement à ce que la gauche italienne affirmait et encore maintenant ses pâles épigones du PCI, il ne s'agissait nullement d'un débat sur l'utilisation du Parlement, mais bien de la question de principe de la non-participation aux élections ». Effectivement, pour le KAPD, comme pour les anarchistes, l'abstentionnisme était une question de principe ; mais pour la Gauche, comme pour les bolchéviks il s'agissait d'une question de tactique. Le nôtre n'était pas déduit de la théorie, comme nous en déduisons au contraire l'antidémocratisme et l'antiparlementarisme, mais il dérive d'un bilan historique fait dans les pays de capitalisme avancé, pourris de démocratie, et dont il faut se garder d'étendre l'application de façon in-

différenciée à toutes les époques et à tous les lieux : si la Gauche était abstentionniste — et si notre parti l'est aujourd'hui —, cela concerne l'aire de démocratie impérialiste et... avancée.

Un autre plan, où RI oppose sa conception à celle de la Gauche, c'est la question du parti. Mais, affirme la *Revue Internationale* n° 1, « nous n'avons fait que mettre ce débat à jour en dégageant l'idée de centralisation des déviations léninistes (centralisme démocratique) ou bordiguistes (centralisme organique) ». Comme si, en matière de principe, on pouvait opposer les deux formules, étant donné que le seul principe qu'elles contiennent est celui du centralisme, les adjectifs n'étant que descriptifs ! Quant au « centralisme » d'un club de professeurs en marxisme occidental en plein débat pour s'auto-définir, et dont la seule activité est de publier

une revue de discussion, il est facile d'imaginer qu'il est dirigé à 180 degrés de celui du parti marxiste. Encore une fois, où est le fossé entre la Gauche et les bolchéviks, où est la mare où KAPD et Gauche italienne pataugeraient ensemble ?

La manière dont RI prétend trouver une parade à cette embarrassante question est aussi risible que lamentable. Elle consiste à encenser la Gauche italienne pour mieux envoyer au tapis Bordiga et les « bordiguistes ». Il fallait y penser !

Prenons un exemple de cet intéressant stratagème. Chacun sait que, pour nous, la question de l'abstentionnisme était une question secondaire par rapport à la question première, celle-là, de la constitution du parti communiste, antidémocratique et antiparlementaire par principe, et de sa direc-

tion centralisée. Eh bien pas du tout, crient nos censeurs : « N'en déplaise au PCI, la Gauche italienne reconnaissait que c'était malgré tout une question fondamentale, ne serait-ce qu'en se constituant en fraction abstentionniste (1919) ». Soit dit en passant, le fait que l'abstentionnisme était un moyen utile et même indispensable pour atteindre des objectifs essentiels, en particulier une bonne sélection des communistes et l'élimination complète des éléments centristes, cela échappe tout à fait à la compréhension de nos critiques. Mais poursuivons. Le malheur a voulu, voyez-vous, que Bordiga ait été représentant (on se demande bien pourquoi !) au congrès : « la soumission de Bordiga à l'IC allait entraîner la participation du PC d'Italie aux élections et précipiter la dégénérescence du parti » (RI n° 10). Que, pour la Gauche, le centralisme passe avant l'abstentionnisme (le premier est un principe, le second non ; et le premier est aussi une condition sine qua non de l'efficacité d'une règle tactique que nous n'avons jamais conçue comme locale et laissée à l'initiative des sections, mais internationale et valable pour toute l'organisation), cela dépasse évidemment l'entendement de nos marxistes occidentaux qui flairent là « l'électorisme le plus grossier ».

soit peu nos positions sera surpris d'apprendre notre « admiration inavouée pour le « régime populaire » d'Allende » ou notre « apologie des fronts interclassistes » (RI n° 8), ou encore que nous sommes devenus de « vulgaires lèche-bottes des « militaires radicaux » (RI n° 14) » en Ethiopie, etc...

Enfin, les citations « subtilement » truquées. Qu'on en juge : RI n° 14 renvoie au n° 191 de notre journal. Nous nous y reportons et lisons au deuxième paragraphe de l'article incriminé : « Ce que nous disions de la révolution bourgeoise « par en haut » en Ethiopie [suit une parenthèse] reste vrai en dépit des « excès » dénoncés par l'opinion publique ». Les prétendus excès ne sont rien d'autre que la fusillade de notables d'ancien régime. Puis au dernier paragraphe du même article, nous disons à propos de la guerre d'Erythrée : « c'est la rançon d'une révolution par en haut qui n'ose pas rompre complètement avec le passé ». Tout ceci devient chez RI : « Les excès dénoncés par l'opinion publique c'est la rançon de la révolution par en haut », où il faudrait trouver la preuve de notre « trahison définitive des fondements de l'internationalisme » ! Comprenez qui pourra ce brillant raccourci et l'argumentation ! Cela va faire des vieux du côté des habitués staliens de la falsification. En tout cas, quelles armes de combat magnifiques empoignent nos terribles justiciers de la probité théorique !

Prenons un second exemple. On sait que la Gauche, réduite au silence par le régime disciplinaire stalinien, puis dispersée par le fascisme, réussit à se regrouper dans l'émigration autour de la fraction à l'étranger qui publia *Prometeo* puis *Bilan*, avant, lit-on dans le *Bulletin de discussion* n° 6 de RI, « sa dissolution en 1945, au sein d'un parti créé de toutes pièces, en hâte et dans la confusion, autour de Bordiga en Italie ».

Que la Fraction était belle ! Mais le Parti, pouah ! Pour nos historiographes, l'idée que l'on puisse se préparer à l'idée de constituer un jour un parti, cela est concevable. Mais surtout pas de parti avant que n'arrive une situation révolutionnaire. Auparavant des fractions, si l'on veut, mais pas de parti, et, au grand jamais, pas de préparation révolutionnaire ! Et malheureusement, là aussi, Bordiga est arrivé, et voilà que la Gauche « italienne » s'est encore une fois mise à dégénérer (3) !

On sait toutefois que justement consciente du précédent Trotsky et (suite page 4)

(1) Ces thèses figurent dans notre brochure *Parti et classe*, récemment rééditée dans la série *Les textes du parti communiste international*.

(2) Nous renvoyons à ce sujet le lecteur aux chapitres 8 et 9 de notre *Histoire de la Gauche*, parus en français dans les n° 58, 59 et 60 de notre revue internationale *Programme Communiste*.

(3) L'absence de bases matérielles sérieuses à la thèse des prétendus zigzags de notre invariance ou à celle de notre dégénérescence trouve sa confirmation dans l'étrange qualité des expédients dont doit faire usage RI pour les étayer.

C'est ainsi qu'en Italie, lors du référendum sur l'abrogation d'une loi autorisant le divorce, où notre parti donna aux ouvriers l'indication pratique de voter NON, nos censeurs se mirent en campagne : non seulement ils prétendirent que nous abandonnions notre antiparlementarisme (mais nous ne confondons pas le parlement avec un référendum qui intéresse la défense des conditions de vie (eh oui !) des ouvriers, même de façon limitée) mais en plus ils insinuèrent que, menant en même temps dans les élections en France une propagande anti-électorale (comme si nous ne faisons pas la même chose en Italie !), nos sections avaient liberté d'action et de moyens tactiques et que notre centralisme n'existerait pas !

Après l'insinuation le mensonge : le lecteur qui connaît un tant

Le test de la question coloniale

(Suite de la page 1)

qui visent à le dénaturer. C'est ainsi que la politique de Spinoza en Angola est définie comme une tentative de la bourgeoisie en vue de « transformer le processus de décolonisation... en implantation d'une solution néocoloniale » (idem). Les accords d'Alvor ne seraient pas, comme nous l'avons montré dans *Le Proletaire* n° 201, le diktat imposé par l'Etat colonialiste aux rebelles angolais et un piège tendu par les tenants de l'impérialisme populaire et socialisant du MFA à un MPLA que tout prédisposait à s'y précipiter. Non. Les « accords d'Alvor [déterminent] les modalités d'accès à l'indépendance de l'Angola [sont-ce des diplomates impérialistes ou des révolutionnaires qui parlent ?] SOUS LA DIRECTION DU MPLA, DU FNLA, ET DE L'UNITA (LP n° 9) » et non pas de l'Etat portugais ; ce dernier, comme il arrive souvent chez les trotskystes, s'est tout bonnement évaporé !

Après avoir blanchi aussi honteusement l'Etat oppresseur, on tentera de sauver la face en soupignant sur la « complicité des autorités portugaises en Angola » (LP n° 11) — mais jamais sur les très démocratiques et anti-impérialistes autorités métropolitaines — vis-à-vis des « manœuvres néocolonialistes du FNLA », ce qui laisserait supposer qu'en agissant ainsi les « autorités » contrediraient à une mission décolonisatrice aussi éminemment civilisatrice que leur mission colonisatrice d'hier ! « Les accords d'Alvor sont aujourd'hui lettre morte. Le haut Commissaire portugais en An-

gola et les forces armées en général [toujours en Angola, bien sûr] permettent les libres agissements des forces réactionnaires » (LP, n° 10 du 3-4-75). Il va de soi que le Haut Commissaire et les Forces Armées sont tout à fait autre chose que des « forces réactionnaires »...

Et quand on accuse le gouvernement provisoire d'être un « intermédiaire de l'impérialisme » et l'« instrument d'une solution néocoloniale », ce n'est pas tant parce que sa politique vise la sauvegarde des intérêts portugais que parce qu'elle est « basée sur le maintien des positions capitalistes » en général et « sur une large dépendance [...] de son économie vis-à-vis de l'ensemble de l'impérialisme » (LP n° 9), ce qui permet de passer sous silence les responsabilités du capitalisme, de l'impérialisme et de l'Etat portugais en particulier.

Du reste cette accusation contre le gouvernement provisoire n'est qu'une simple figure de rhétorique, car la LCI se précipite à lui faire appel pour qu'il contre justement la menace... d'une « solution néocolonialiste » : « Il faut que [les travailleurs et les révolutionnaires] forcent le Gouvernement Provisoire et le Conseil de la Révolution à empêcher les attitudes et les manœuvres, objectivement au service d'une solution néocolonialiste, du Haut Commissaire et des Forces Armées en Angola » (LP n° 10). Mais qui sont ces derniers sinon les mandataires des premiers ?

Quel sens peut avoir dans ces conditions la revendication de l'« indépendance totale et sans condition » avancée par la LCI, quand

cette dernière avalise le fameux « processus de décolonisation » dans lequel l'indépendance n'est conçue qu'à un certain nombre de conditions, imposées par la métropole et de nature à limiter au maximum sa portée ?

Quelle signification peut avoir l'exigence du retrait des troupes formulée par la LCI, si cette dernière dissocie l'Etat portugais de ses troupes coloniales, ne condamne ces dernières qu'en permettant au premier de redorer son blason ; si elle n'exige pas en même temps la suppression immédiate et inconditionnelle de toute ingérence — économique, politique, diplomatique — outre que militaire — de « son » impérialisme dans les colonies, c'est-à-dire l'abandon du « processus de décolonisation » qui consacre cette ingérence ?

Hélas, ce ne sont que des phrases. Elles ont des résonances internationalistes, mais ne font que couvrir la triste réalité de la caution portée à l'Etat. L'internationalisme prolétarien véritable, lui, ne peut pas se contenter de proclamations verbales, mais exige, de la part des révolutionnaires des nations oppressives, une lutte sans réserve contre « leur » Etat, une dénonciation ouverte de cette oppression, une action sans hésitation contre toute forme d'ingérence de « leur » impérialisme. Sans ce véritable *défaitisme* vis-à-vis de l'Etat oppresseur, il ne saurait y avoir d'agitation conséquente pour le droit d'autodétermination des colonies, ni de véritable solidarité envers les prolétaires et les masses exploitées des colonies.

Solidarité avec les inculpés !

Après les affrontements avec la police qui ont suivi les manifestations de solidarité du 27 septembre avec les militants espagnols fusillés, dix-sept manifestants sur les quarante interpellés à Paris ont été jugés dès le 29 et condamnés à des peines allant jusqu'à dix mois de prison (dont trois fermes). Leurs abominables forfaits font rangaine : avoir aidé à l'édification d'une barricade, jet de pavé, port d'« arme » (on sait que tout est susceptible de devenir une arme « par destination », dans les mains d'un inculpé), et surtout « violence à agents » (qui, comme on sait, sont d'innocentes et méritantes victimes de la défense des bonnes gens !). De même, à Lille un jeune anarchiste a été inculpé pour « violences ».

On voit que la justice réagit promptement quand il s'agit de juger ceux qui ne veulent pas se résigner à « l'ordre républicain » et tentent de sortir de l'étouffante paix sociale, surtout quand ils déchirent par leurs actes le voile hypocrite de la démocratie, pour démontrer qu'à Paris comme à Madrid, l'Etat, c'est l'Etat bourgeois. C'est ce crime impardonnable que vise G. Plissonnier lorsqu'il dénonce les manifestations du 27 « coupables de violences » : « Ces bandes armées n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier et démocratique. Leur comportement fait si bien le jeu de la pire réaction en Espagne et en France qu'ont peut se demander [...] ». Mais il suffit : tout le monde connaît la suite.

C'est sans honte que l'opportuniste, qui prétend représenter les travailleurs, appelle ouvertement à la répression de l'Etat contre ceux qui ne sont le plus souvent armés que de leurs poings et d'une solide haine envers l'ordre établi et ses larbins, face aux véritables « bandes armées du capital », spécialement organisées pour maintenir les exploités en esclavage et les terroriser en frappant les rebelles !

Et que l'on ne vienne pas reprocher à ces derniers de se révolter de façon « individuelle » ou « inorganisée » ou « non pleinement consciente » si c'est pour leur opposer une « action » collective mais pleine de « conscience » pacifiste et légaliste, si c'est pour leur opposer « l'organisation », mais qui se fait le larbin de l'Etat. Pour nous l'organisation et la conscience ne sont rien si elles ne sont pas pour la lutte des classes, elles ne sont rien sans le mépris de la démocratie et de sa légalité.

Ceux qui d'instinct se jettent contre elles, aujourd'hui « individuellement », apprendront que leur force peut être décuplée par l'organisation, dont le fondement est la solidarité entre les exploités, et par la « conscience » que défend le parti.

Solidarité inconditionnelle avec les rebelles frappés par la répression bourgeoise !

Vous voulez la démocratie ? Alors gardez Wall Street !

Dans deux articles parus dans les numéros 171 et 176 du **Proletaire** à propos de la domination, jusqu'ici malheureusement absolue, exercée par l'Amérique tantôt sous l'habit modeste de l'« huissier international » tantôt sous la parure brillante du « gendarme international » de l'ordre établi, nous disions que cette domination n'est et ne peut être définitive, chaque jour qui passe faisant mûrir les conditions matérielles préalables de son effondrement : son sort, qui est irrémédiablement fixé, sera le même que celui du capitalisme. Il restait néanmoins comme un fait qu'il faut regarder en face avec courage pour se préparer à y mettre fin, que, « face aux plèbes affamées et bombardées de Palestine, d'Egypte, du Liban, de Syrie, etc, face au prolétariat mondial se réveillant péniblement, le gendarme américain se lève encore dans sa force terrible, comme le maître du ciel et de la terre, béni par Jéhovah et par Allah; et que le pays qui se prétend encore, de façon éhontée, « la patrie du socialisme » travaille chaque jour pour lui bâtir un piédestal, en lui permettant — comme au Vietnam — de transformer des défaites en victoires ».

Il est amer de se répéter, au milieu du chœur triomphaliste de ceux qui clament que « la révolution avance chaque jour », et au milieu du chœur cyniquement servile de ceux qui, du côté des ultra-démocrates, proclament que « la réaction recule de jour en jour ». Mais se répéter n'est ni un luxe ni un plaisir : c'est la condition pour que ne se perde pas, ou plutôt pour que se renforce, le fil d'une reprise enfin autonome de la lutte prolétarienne de classe, débarrassée des mythes paralysants des voies nouvelles et des raccourcis vers le « socialisme », des voix qui tous les soirs annoncent une aube radieuse sans capital, et donc sans Wall Street, et tous les lendemains ma-

tins un sombre crépuscule, avec le même capital et le même Wall Street.

Le festival de paroles d'Helsinki était à peine terminé que l'huissier-gendarme international américain partait déjà pour le Moyen Orient. Rien ni personne, sinon la conscience de sa domination matérielle, non entamée en dépit des revers militaires et des problèmes économiques, ne l'y déléguait : ni la « communauté des Etats » (ou comme on dit, cyniquement, des peuples), ni les Nations Unies dans leur palais de verre et de papier, ni les clauses d'un pacte solennel de bonne conduite dans les rapports internationaux. Rien ni personne ne le déléguait, mais tout lui donnait carte blanche. Dans cette « guerre de tous contre tous » qu'est la société capitaliste, le fait que le plus faible proclame qu'il renonce par principe à l'usage ou à la menace d'user de la force équivaut à laisser la voie libre au plus fort ; proclamer qu'on est pour la coexistence pacifique, c'est capituler devant l'ennemi le plus aguerri sur le marché ; être pour la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, cela revient à reconnaître comme un fait brut que, dans les rapports entre Etats comme dans les rapports entre les classes, pour celui qui domine il n'y a pas d'affaires intérieures qui ne soient, par droit historique, ses propres affaires ; être pour la collaboration au moyen d'échanges libres à bénéfices réciproques, cela revient à accepter le code non écrit de l'économie classique, ce chef d'œuvre de mystification honnête, selon lequel (comme Marx le traduit ironiquement en langage ordinaire), « chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence tout ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi,

ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun » (Le Capital, livre I, éd. Sociales, t. I, chap. 6, p. 179).

C'est grâce à ce code non écrit mais solidement enraciné dans les lois qui régissent le comportement de l'économie capitaliste et de ses structures juridiques et politiques que l'Amérique peut à la fois intervenir de son propre chef au Moyen Orient et s'y installer et, en même temps, se présenter comme un médiateur désintéressé et philanthropique. Vous voulez la paix ? Moi seule, répond-elle, je suis en mesure de faire valoir ce qui, sur le marché des peuples comme sur celui des marchandises — arène de la compétition pacifique élevée par Moscou au niveau d'un idéal du « droit des gens » —, permet de « modeler le monde » et de « guider les attitudes des autres » dans « l'intérêt et pour le bien de tous » — c'est-à-dire comme l'écrit le journal de la Fiat du haut de son expérience mercantile, « une large disponibilité de ressources d'une part et d'autre part, une situation politique qui permette à l'Etat d'utiliser ces ressources pour accomplir, menacer d'accomplir ou promettre certains actes, en influençant ceux sur qui la [ma] puissance s'exerce » (La Stampa, éditorial du 7 septembre dernier). Vous voulez la coexistence pacifique ? Moi seule, grâce aux mêmes conditions, je suis en mesure de la réaliser entre les arabes et les juifs aujourd'hui, entre tel et tel autre peuple en lutte demain. Vous voulez la collaboration dans le respect réciproque de la souveraineté et de l'indépendance ? Me voici prête à l'instaurer là où jusqu'à présent on se regardait en chiens de faïence. J'y trouve mon intérêt ? Certes : mais on ne peut pas vouloir la libre concurrence sur le marché et ne pas en accepter les risques, de pertes pour les uns, de bénéfices pour les autres. J'ai agi sans consulter personne, en faisant comme si les autres n'existaient pas ? Ne craignez rien : à la longue, en m'occupant de mes propres affaires, j'aurai travaillé pour l'« utilité générale ». L'équilibre qu'avec la patience évangélique des capitaines d'industrie et la ténacité chrétienne des requins de la Bourse j'ai établi là-bas ne présente aucune garantie et rien ne dit qu'il ne sera pas précaire et qu'il ne suscitera pas, demain ou plus tard, des réactions dangereuses ou même fatales ? Très juste, mais ayez patience : tôt ou tard, fût-ce grâce à des montagnes de cadavres, « l'harmonie préétablie des choses » s'instaurera, comme elle s'instaura toujours à travers les vicissitudes tourmentées du marché.

Il est clair que, sur ce plan tout à fait cohérent avec les principes libéraux et démocratiques, Sadate a le droit de soutenir qu'en œuvrant pour son sale intérêt national, l'Egypte n'agit que dans l'« intérêt commun » des arabes, et Rabin a tout autant le droit de proclamer

(suite page 4)

Syndicats aux ordres

Comme on pouvait s'y attendre, Wilson a obtenu du congrès des syndicats à Blackpool le feu vert pour sa politique « anti-inflationniste » qui, on le sait, limite les augmentations de salaire pour les prochains six mois à 6 livres (soit 54 F) par semaine. Il est vrai que pour 6.950.000 oui il y a eu 3.375.000 non ; il est vrai aussi qu'il reste à savoir si les 6 livres sont un « plafond » ou une revendication valable pour tous, tout de suite et en bloc. Mais pour l'instant l'écueil a été évité sous les acclamations de Jack Jones, le secrétaire général du syndicat TGWU (Transport and General Workers Union) que les journaux bourgeois ont cité avec plaisir : « Nous avons réclamé et obtenu trop [mais quelles prétentions, ces ouvriers !] par le passé. Aujourd'hui nous ne pouvons pas nous permettre de faire tomber le gouvernement travailliste [et quand vous l'êtes-vous proposé, bien que Wilson et Heath ce soit du pareil au même ?]... Nous ne pouvons pas non plus nous permettre de satisfaire notre égoïsme [allons, devenez altruistes, vous les exploités !] en ignorant les sentiments de l'ensemble de la nation [qui est, on le sait, une grande famille, et généreuse !] ». C'est pour quand, MM.

Jones et consorts, la médaille du mérite ?

Outre-Rhin, en Allemagne [et là encore, fallait-il s'attendre à autre chose ?], après une rencontre avec Schmidt au siège de la confédération syndicale DGB, les syndicats ont décidé de dire oui au programme d'austérité lancé par le chancelier, qui prévoit des économies et des coupes sombres dans le budget de l'Etat. Résultat : les ouvriers paieront encore plus pour les allocations de chômage (mais, soyons justes, cette charge sera partagée équitablement, moitié moitié, entre les patrons et les ouvriers !) et les consommateurs feront les frais de l'augmentation de la TVA. Sans parler des autres conséquences, tout aussi agréables, de la politique anticonjoncturelle sur le niveau de vie des prolétaires.

Naturellement on a lâché quelque chose : sinon, comment les opportunistes pourraient-ils avoir prise sur les ouvriers ? On votera au courant de l'année une loi réglementant la fameuse cogestion et le non moins célèbre apprentissage professionnel, une mesure plutôt humoristique par temps de crise.

Ça, c'est du concret, n'est-ce pas ? Ça, c'est du solide, comme disent les opportunistes !

BULLETIN NR. 7/8

Auszüge aus der Presse der Internationalen Kommunistischen Partei

- Portugal : von der « Revolution der Nelken » zum harten Kurs
 - Die Parlamentarismusdebatte auf dem II. Kongress der Kommunistischen Internationale
 - Manifest zu den Regional- und Kommunalwahlen in Italien : dem Wahlauftrag antworten wir mit dem Aufruf zum Klassenkampf
 - Die Laufbahn des Weltimperialismus : die kapitalistische Krise
 - Einige Interventionen der IKP
 - Unheilbar degeneriert
 - An die Kautskisten von gestern und heute
- Preis : FF 5,-. Seit Juni 1974 erscheint dieses Bulletin ca. dreimonatlich.

souscription permanente

LISTE N° 7 et 8

La Ciotat, 40 ; Cavaillon, 90 ; Piccino, 100 ; Bern, 140 ; Fr., 120 ; Dominique, 40 ; Denis, 40 ; Paris local juillet, 3.221 ; François, 120 ; Cavaillon, 130 ; La Ciotat, 70 ; Laurence, 100 ; Madrid, 130 ; Bernard, 150 ; Spa, soutien, 33,56 ; Salon, 70 ; Winthertur, 40 ; Paris, local août, 4.410 ; Fr., 120 ; Cavaillon, 80 ; Marseille, local, 126,55 ; Fr., 120 ; Apo., soutien, 115 ; Tarragone, soutien, 234,50 ; souscription exceptionnelle, 3.207,40 ; Aix, 11.	
Total précédent	56.089,19
Total listes 7 et 8	13.070,01
Total général	69.159,20

Pour la lutte contre le chômage

(suite de la page 1)

se réclament encore du communisme et du socialisme, mais agissent depuis près de 50 ans comme des larbins de la bourgeoisie, se dépen-sent pour désamorcer cette révolte, et faire croire qu'on peut limiter sans luttes réelles l'effet des contradictions capitalistes, et les supprimer sans bouleverser de fond en comble la société bourgeoise.

Ils s'efforcent aujourd'hui de canaliser l'énergie des jeunes — travailleurs, soldats, chômeurs — en les appelant à agir par « délégations auprès des parlementaires, pétitions, défilés, etc... » S'ils demandent pour eux des garanties d'emploi et de salaire, c'est « dans le souci de ne pas compromettre l'avenir économique même du pays » (Appel C.G.T.-C.F.D.T. pour le 4 octobre). Ils prétendent donc comme toujours concilier la santé du capital national et celle des travailleurs qu'il exploite. Cette condition pèse sur toutes leurs revendications, et les mène forcément à reprendre la méthode bourgeoise d'opposition entre elles des catégories de travailleurs par ces mots d'ordre indignes : place aux jeunes, les français d'abord, que l'Etat bourgeois contrôle l'immigration !

Ils réclament que la « valeur des diplômes soit garantie », et entretiennent le mensonge bourgeois du manque de qualification cause du chômage, alors qu'il y a 40 % de diplômés parmi les jeunes inscrits à l'A.N.P.E., et que les statistiques montrent qu'à mesure que le nombre de bacheliers augmente, leurs chances d'obtenir un emploi qualifié diminuent : car en régime capitaliste, le prix de la force de travail dépend non seulement du coût de la production, mais aussi de la concurrence. Accréditer la légende de la formation-garantie, c'est non seulement mentir à la jeunesse ouvrière, mais détourner son énergie de la lutte collective pour la pousser à la débrouillardise individuelle, et l'infecter de l'ignoble et hypocrite culte petit-bourgeois de la « carrière », de la guerre de chacun contre tous (mais dans les formes, à coups de diplômes !), de la hiérarchie des salaires que la C.G.T. en particulier défend farouchement.

PROLETAIRES ! CAMARADES !

Nous, communistes, vous appelons au contraire à lutter contre tout ce qui peut diviser la classe ouvrière et l'affaiblir face à la bourgeoisie, pour l'unité entre chômeurs et non-chômeurs, français et immigrés, jeunes ou vieux. Nous vous appelons à rejeter toute illusion sur les fausses solutions bourgeoises ou réformistes, stages cul-de-sac et contrats-formations qui remplissent les poches des patrons. Nous vous appelons à soutenir par une lutte réelle, directe et ouverte, en demandant l'appui de toute la classe, dans les syndicats comme hors d'eux, ces revendications essentielles :

- PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 2.000 F POUR TOUS LES TRAVAILLEURS A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI (jeunes, immigrés, femmes) et POUR LES APPELES.
- SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS, COMPLETS OU PARTIELS.
- SEMAINE DE 35 HEURES MAXIMUM POUR TOUS, A SALAIRE EGAL.
- Titularisation immédiate des auxiliaires et intérimaires.
- Pas d'expulsions, délais pour l'impôt, soins médicaux gratuits.
- Abolition des abattements d'âge.
- Défense des apprentis, droits égaux à ceux des autres salariés.
- Refus des vexations et contraintes imposées par l'A.N.P.E. et simplification des formalités administratives.

En régime capitaliste, contrairement à ce que prétendent les réformistes, il n'y a pas de recette ni de garantie contre le fléau du chômage : c'est seulement la DICTATURE DU PROLETARIAT qui pourra assurer le pain et la vie à chaque travailleur.

Mais la lutte pour ces revendications unificatrices, sans souci de l'intérêt national et de la paix sociale, permettra de résister, dans l'immédiat, et de souder, contre la bourgeoisie et contre l'opportunisme complice, ce FRONT DE CLASSE sans lequel seraient impossibles la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme, seule « garantie » durable contre l'exploitation et le chômage.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

3 octobre 1975.

Vient d'être réédité

PARTI ET CLASSE

Contenant les textes suivants :

- Thèses de l'Internationale Communiste sur le rôle du Parti dans la Révolution prolétarienne (1920)
- Parti et classe (1921)
- Parti et action de classe (1921)
- Le principe démocratique (1922)
- Dictature prolétarienne et parti de classe (1951)

précédés d'une ample introduction.

112 pages - 8 F - Commandes au Proletaire.

PROGRAMME COMMUNISTE N° 67

- Cours de l'impérialisme mondial.
- Projet de programme d'action du Parti Communiste d'Italie présenté au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste (1922).
— Introduction : A propos des déformations de l'historiographie « de gauche ».
— Texte du projet.
- Portugal : du 25 avril à l'austérité.
- Mise au point à propos de certains « dépasseurs de marxisme ».

Lecteurs et sympathisants, soutenez la presse du parti,

SOUSCRIVEZ !

Les cheminots italiens

Une lutte difficile et exemplaire

Au cours du mois d'août les cheminots du Sud de l'Italie ont lancé un vaste mouvement spontané de revendications dont la vigueur a provoqué les foudres des directions syndicales, la C.G.I.L., la C.I.S.L. et la U.I.L.

Alors que les cheminots réclamaient une augmentation de salaire de 100.000 lire (soit 600 F!) par mois pour tous, à l'exclusion de ceux qui sont en haut de l'échelle, ils ont été accusés de... corporatisme! (L'accusation est d'autant plus ignoble que les cheminots regroupés dans le C.U.B. — comité unitaire de base — de Rome ont étendu cette revendication aux retraités, obéissant en cela à un principe général qui devrait être appliqué dans chaque lutte de catégorie). De plus, les revendications portaient sur l'uniformisation des différentes catégories d'employés des chemins de fer, la suppression de la catégorie des manœuvres, l'intégration dans le salaire des primes mensuelles. (Comme on le voit, tout cela c'est du corporatisme...). Autre accusation classique: la grève était sectorielle (alors qu'elle bloquait la Sicile et une grande partie de l'Italie du Sud). Enfin, selon les « responsables » syndicaux (responsables de la bonne marche de l'économie capitaliste), la grève était évidemment « irréaliste ».

Il faut dire aussi qu'aux accusateurs traditionnels se sont ajoutés des groupes qui se prétendent révolutionnaires. Tout en proclamant sa solidarité avec les cheminots, Lotta Continua a déclaré que leur forme de lutte était erronée puisqu'il s'agissait d'une grève sans limitation de durée (vive donc la grève qui se limite d'elle-même au départ!), qu'elle se situait « dans une période où ce sont surtout les ouvriers et les prolétaires qui sont lésés » (avec un tel raisonnement, les cheminots ne devraient pas se mettre en grève parce que leur mouvement gêne les autres travailleurs). Quant au groupe Avanguardia Operaia, son attitude a été publiquement dénoncée par les ouvriers du C.U.B. de Rome.

Pour illustrer cet épisode important de la lutte prolétarienne qui commence à se manifester en Italie ainsi que les réactions caractéristiques de l'opportunisme face à ce réveil, nous donnons ci-dessous un aperçu de ce qui s'est passé dans la région de Naples.

Alors que les cheminots commençaient à engager la lutte, les trois syndicats unitaires convoquaient une assemblée générale pour le 23 juillet au cours de laquelle ils se proposaient de « discuter » avec les grévistes sur la base de leurs « revendications » traditionnelles: c'est-à-dire pour une « nouvelle politique des transports et des investissements »! Les cheminots leur répondaient en réclamant l'augmentation de 100.000 lire par mois. Les bonzes quittaient l'assemblée et l'agitation s'étendait à Palerme et à Rome, avec les mêmes revendications, et la campagne de calomnies commençait alors à l'échelle nationale: pour les bonzes, pour l'Unità, pour toute la presse démocratique, les grévistes de Naples étaient animés par des préoccupations corporatives, c'étaient des voyous, des fascistes!

Le 6 août, nouvelle assemblée, nouvelle intervention et nouvel échec des bonzes: les cheminots confirment leurs revendications, constituent un « mouvement unitaire de base » et décident d'une grève d'une durée de 10 jours sans fixer de date.

Le syndicat des cheminots de la C.G.I.L. s'efforce d'arrêter le mouvement en adoptant dans sa plateforme de revendications l'intégration des primes au salaire. Mais les grévistes ne s'accrochant pas de cette mesure, la C.G.I.L. trahit ouvertement le mouvement qui paralyse totalement le trafic passagers et marchandises: les bonzes rappellent les militants cheminots en vacances, se substituent aux dirigeants des chemins de fer, organisent le travail pour que tout fonctionne 24 heures sur 24, font partir les trains avec un seul machiniste. Aux ouvriers venus demander des explications, ils répondent: « chaque fois que nous parlons avec l'un d'entre vous cela fait un train de moins qui marche »! Et comme cela ne suffit pas ils réclament l'intervention de l'armée pour assurer le service! Quand les cheminots occupent près de Naples une importante gare de tri, la police les déloge en tirant en l'air et un bonze se met à hurler qu'on aurait dû « tirer sur les fascistes plutôt qu'en l'air ».

Le front anti-ouvrier se renforce mais les cheminots tiennent bon: nombreux sont ceux qui déchirent leurs cartes du syndicat S.F.I. (C.G.I.L.). Le gouvernement, l'armée, la police, les trois syndicats, tous les partis — du P.C.I. au M.S.I. en passant par la D.C. — se liguent contre les grévistes.

La veille de la fin de la grève, le 25 août, a lieu à Naples une importante manifestation des cheminots. Le même jour le secrétaire général de la C.G.I.L. déclare à Rome que quand les trois syndicats unitaires n'arrivent pas à garantir le fonctionnement des services publics « il est logique que les pouvoirs publics interviennent ». La section de Naples du S.F.I. déclare qu'« il n'y a plus de place pour des actions qui ne tiennent pas compte des intérêts généraux du Pays ».

Quelques jours plus tôt, le 20 août, le secrétaire général de la S.F.I. avait accusé les cheminots en grève d'être « des fascistes, des irresponsables, des aventuriers qui n'avaient aucune excuse et, pas même celle de la bonne foi ». Dénonçant les cheminots qui occupaient la gare centrale de Naples comme un « groupe de bandits qu'on aurait dû balayer » il s'était demandé pourquoi « la police ne fait pas son devoir »!!!

La leçon, malheureusement pas nouvelle, que les cheminots en lutte pour la satisfaction de leurs revendications ont pu tirer de cet épisode, c'est que la classe ouvrière n'a pas seulement devant elle le front de la bourgeoisie mais aussi ceux-là même qui prétendent la représenter et qui disent être ses défenseurs: les opportunistes de toute catégorie, qui sabotent et trahissent sans cesse les intérêts des travailleurs dans leur lutte pour la défense de leurs conditions de vie et de travail.

Quant à nous, nous disons: les cheminots ont manifesté leur volonté de lutter avec détermination, vive les cheminots!

La légende d'une « gauche européenne »

(suite de la page 2)

de sa malheureuse expérience d'une soi-disant IV^e Internationale dont Bordiga et la Gauche avaient pu prévoir, hélas, le triste résultat, cette dernière avait lutté pour éviter que le parti ne se regroupe « autour de la personne » de Bordiga, et pour démontrer que, loin de pouvoir constituer un parti solide sur la publicité d'individus renommés, les individus et les chefs ne sont réellement efficaces que si les militants se regroupent sur la base d'un programme sûr et précis. Mais, bien sûr, cela est complètement

ignoré et de toute façon incompréhensible pour les tenants de l'opposition masses-chefs, qui voient dans les partis les corrupteurs des masses, dans les chefs les corrupteurs des partis, mais qui ne nous ont pas encore expliqué qui diable peut bien corrompre les chefs!

Cela dit, le lecteur peu averti de l'absence de scrupules de nos détracteurs pourrait demander à RI: comment se fait-il que vous vantiez la Fraction constituée par l'émigration mais provenant d'un parti que vous qualifiez de dégénéré? Le fait que la fraction soit simplement une fraction et pas un parti ne serait évidemment pas suffisant pour la rendre sympathique à nos accusateurs. Selon RI, la Fraction aurait révisé les positions « contre-révolutionnaires » de Lénine et notamment, comme nous l'indique le Bulletin de discussion n° 6, sur la question nationale, ou en rejetant la distinction entre bourgeoisie progressiste et réactionnaire.

Disons carrément que cette affirmation est un mensonge. Car s'il est vrai que la revue Bilan a fait des erreurs politiques, c'étaient justement des erreurs, des concessions à des courants de type « gauche européenne », mais ceci dans une attitude oscillante qui interdit de prétendre que Bilan avait une théorie particulière qui aurait révisé les positions originelles de l'Internationale et de la Gauche.

Le grand mérite de la « fraction », comme nous l'avons rappelé dans l'introduction aux thèses d'après 1945 (publiées dans Défense de la continuité du programme communiste), c'est d'avoir pu « maintenir une continuité physique de groupe ». Son « rôle fut justement de préserver la continuité de notre tradition et d'en jeter la semence

là où elle n'existait pas. C'est à cette matrice que nous devons notre réseau international, aussi faible qu'il soit numériquement, et en grande partie les premiers cadres de 1943 ».

Quiconque est incapable de considérer les conditions de profonde détresse des groupes isolés de véritables communistes victimes de la dispersion de l'organisation et en proie à des difficultés effroyables sera aussi incapable de comprendre qu'en luttant pour préserver une tradition, des camarades aient pu commettre des bourdes, mêmes graves, dans les domaines théorique, tactique ou organisationnel. Celui qui s'imagine que la restauration des positions théoriques cardinales du marxisme, détruites par la contre-révolution, fut le résultat d'une simple promenade de week-end, se trompe lourdement. Il se rend incapable de saisir la portée de ce fait historique indéniable que la Gauche, malgré des erreurs, malgré même la part de confusion qui accompagna l'élan généreux de la formation du parti en 1943, a été le seul courant qui, grâce à une tradition vivante et authentiquement communiste, et sur la base de son propre bilan, a pu renouer le fil interrompu du marxisme révolutionnaire et fournir la base théorique de granit du parti de la future vague révolutionnaire.

Ceux qui considèrent cette épreuve avec le regard froid des professeurs de marxisme en général sont déjà méprisables. Mais ceux qui sont à l'affût des bavures, pour en faire leur théorie, leur justification, ne se rendent pas compte que la réalité les fait tomber dans les déchets que l'histoire vivante laisse inévitablement, à chaque cycle de son métabolisme incessant et riche de lendemains exaltants.

Vous voulez la démocratie ?

(Suite de page 3)

que le fait d'enterrer la hache de guerre sur le Sinaï biblique non seulement n'est pas en contradiction mais au contraire s'accorde parfaitement avec les bombes lancées sur les fedayin de Syrie ou du Liban dans le dessein harmonieux de la providence historique. Moscou, berceau du « communisme » pacifique, peut bien pousser les hauts cris, ainsi que Damas et Tripoli, champions de la « solidarité » entre Etats arabes indépendants et souverains, et Arafat, guérillero plébiscité devenu un digne chef d'Etat! Que ceux qui acceptent les promesses en subissent les conséquences! En courtisant sans pudeur qu'il est, le successeur de Nasser a dit, en polémiquant avec le Kremlin à propos de l'ingérence dans les affaires des autres: « si quelqu'un avait le droit de trouver quelque chose à redire, en l'occurrence ce serait l'Amérique », cette Amérique qui accourt à Jérusalem et au Caire, non pas en armes, mais les mains « nues », comme la plus respectable des dames de charité, sans se faire accompagner — la pauvre! — ni par des porte-avions ni par des navires amiraux, sans même offrir de soldats mais simplement une petite armée, humanitaire et sans armes, de techniciens civils et un tas de pièces d'or à distribuer, comme prime aux adversaires enfin réconciliés, sous forme d'aides et d'investissements dans l'économie égyptienne haletante, et d'armes et de prêts au paradis essoufflé des kibboutzim. Elle sait bien que, selon les règles mercantiles du **donnant donnant**, ces pièces lui reviendront sous la forme de plus d'argent, un argent contribuant « à l'utilité générale, à l'intérêt commun ».

C'est ici que nous serons le mieux, doit avoir pensé Kissinger en survolant les champs de bataille de la guerre du Kippour; c'est ici que nous planterons nos tentes (laissons que les malveillants disent: nos coffres-forts!), puisque l'apôtre moscovite (mais celui de Pékin n'est pas en reste) de la coexistence et de la compétition pacifiques entre égaux nous les avait déjà laissés planter par sa neutralité tacite. Nous avons joué le jeu: le même que celui qui avait fait passer la rencontre entre Soyuz et Apollo pour une accolade entre égaux et frères et les engins infernaux pour un couple d'instruments pacifiques du progrès, jeux innocents de garçons animés par le pur amour de la science!

Invité d'honneur lors de la récente assemblée du Fonds Monétaire International le super-expert économique du PCI, Eugenio Peggio, se scandalise dans l'Unità du 4 septembre, des paroles brutales sorties en ce lieu du cœur bardé d'« égoïsme sacré » des américains et des allemands. Mais, encore une fois, quel autre langage que celui des « voies nationales », autonomes et souveraines, le ministre allemand Apel et surtout le président Ford ont-ils utilisé? « Que chacun cherche à s'en tirer tout seul », « que chacun résolve ses propres problèmes » — n'est-ce pas là l'alpha et l'oméga de la sagesse moscovite? Et cela ne correspond-il pas aux textes sacrés des « équivalences économiques » et des « égalités politiques » si, en vertu de la fameuse harmonie préétablie, en travaillant chacun pour soi, ils travaillent du même coup à l'intérêt commun? Vous demandez à Bonn et à Washington de faire fonction de « locomotives » entraînant tout le monde? Eh bien, laissez-les faire; vous verrez comment, sans s'inquiéter ni des « frères » ni des « égaux » elles « entraîneront »! Ou bien, comment l'a dit cette fois-ci le Corriere della Sera du 7 septembre en paraphrasant le ministre américain Simon: « Les différentes relances nationales finiront par s'influencer les unes les autres de

façon positive et convergeront en un processus de reprise générale ». Qui pourrait mieux exprimer la doctrine des célestes harmonies du marché?

Aux yeux des nostalgiques d'une moralité vulgairement pré-bourgeoise, comme Peggio (ou comme les alliés de Washington qui voudraient ruer dans les brancards), égoïsme et collaboration s'excluent. Aux yeux bien plus avisés des **businessmen**, la collaboration est le fruit mûr de l'égoïsme le plus sacré. Ceux-là croient voir loin alors qu'ils n'aperçoivent que les victimes fortuites d'une seule opération sur le marché mondial; ceux-ci, faisant les coquets et feignant d'être myopes, voient l'harmonie finale maître des innombrables actes d'échanges et du cimetière illimité de leurs victimes. **Pax americana** (et, à un moindre degré, teutonique) ici aussi, et sans aucune violation du code sacré des « libres et égaux ». Et, dans l'empire heureux du Cocon, règne-t-il une **pax**, reposant elle aussi sur les principes éternels de liberté, égalité et Bentham, qui ne serait pas **moscovite**?

Quand Marx révéla le secret qui fait que la plus-value non seulement ne contredit pas l'équivalence parfaite dans l'échange entre marchandise-argent et marchandise-force de travail mais le fait valoir, il révéla en même temps (et l'écrivit en lettres de feu pour que ses disciples ne l'oublient jamais; mais, malheureusement, combien s'en souviennent aujourd'hui?) le secret qui fait que messire capital peut revêtir à bon droit l'habit de la démocratie universelle et répondre à ceux qui protestent contre ses rapines: refaites le calcul, vous verrez comme moi que j'ai payé cet article exactement ce qu'il vaut, pas un sou de plus, mais pas un sou de moins non plus. Nous sommes tous libres, tous égaux, tous frères; ce qui vous scandalise n'est qu'une apparence: c'est, au maximum, le prix à payer pour avoir le droit de cité dans la république idéale sur les portes de laquelle est déjà écrit (chapeau bas): **liberté, égalité, fraternité**.

En d'autres termes, cette réalité de classe signifie: Vous voulez la démocratie? Alors gardez Wall Street! Ou bien: Vous voulez l'application intégrale des « éternels principes de 93 »? Alors gardez le capital!

Nous autres, obstinément, nous ne voulons ni de Wall Street ni de la démocratie. Et nous sommes donc les seuls à repousser, de façon cohérente, ces « éternels principes ».

permanences du parti

- A Amiens: les dimanches 12 et 25 octobre de 10 h à 12 h, café « A l'habitude » (Tour Perret).
- A Lille: le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
- A Marseille: les samedis 11 et 25 octobre de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Mulhouse: le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.
- A Paris: 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 11 h à 15 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Strasbourg: le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- A Toulouse: vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à:

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

ATTENTION, lecteurs et sympathisants parisiens: les permanences du samedi sont de 11 h à 15 h!

Les fameux 90 %

La fameuse allocation de 90 % du salaire pour les licenciés « pour raisons économiques » se révèle bien être un os à ronger pour faire tenir tranquilles les travailleurs qui risquent de « mettre le feu aux poudres »: c'est ainsi que les licenciés de chez Grandin et Triton une fois calmés par le versement de l'allocation et éparpillés dans la nature se la voient refuser avec la bénédiction des délégués AS-SEDEC de FO, CFTC et CGC sous le prétexte qu'ils ne font « pas assez d'efforts pour rechercher un emploi »!

Voilà pourquoi il faut lutter pour que des « avantages » de ce type soient étendus à tous les licenciés et sans condition!

Lisez

il programma comunista